

PARIS-BERLIN-MOSCOU-PÉKIN

La lente construction de l'alliance continentale



La présentation purement économique du voyage de Jacques Chirac en Chine a occulté l'ensemble des efforts de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine de se former une alliance continentale face à la Coalition anglo-saxonne. En trois ans, les quatre États n'ont pas seulement renforcé leurs liens économiques et culturels, ils se sont accordés sur chaque question territoriale en suspend et ont appris à se soutenir mutuellement au Conseil de sécurité. Ils se préparent à faire face à des manœuvres de déstabilisations intérieures, à la relance du « containment » de la Russie et à un prévisible conflit énergétique opposant les États-Unis à la Chine.

page 2

Washington sait-il pourquoi il soutient la Turquie ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La Turquie est-elle le cheval de Troie atlantiste dans l'Union européenne, comme le pense Robert Bandinter ? Ou les Français ont-ils cédé à la complotite comme le diagnostique Dominique Moïsi ? Et si Washington ne savait plus pourquoi il continue de soutenir l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, s'interroge Ian Bremer. En faisant entrer une grande puissance militaire dans l'Union, ils précipitent le découplage de l'Union et de l'OTAN.

page 8

REPÈRE : 26 OCTOBRE 1553

Michel Servet, deux fois condamné à mort

Formé à Toulouse, le théologien Michel Servet met en doute aussi bien la doctrine de l'Église catholique que celle de la Réforme. En pleines guerres de religion, il s'en prend notamment au dogme de la Trinité qui lui paraît contraire à la raison et sans fondement biblique. Au nom de la liberté de conscience, il critique le baptême des enfants. Haï de tous, il est dénoncé par Jean Calvin auprès des Catholiques et condamné à mort comme hérétique par la Sainte Inquisition. Il s'enfuit, mais est reconnu en traversant la Suisse. Arrêté, il est à nouveau condamné à mort, le 26 octobre 1553, par les réformés cette fois. Il est exécuté le lendemain avec l'approbation de Jean Calvin. ■



LE PENTAGONE SE RÉSERVE L'OPTION DE DÉTRUIRE LES SATELLITES EUROPÉENS

La rivalité entre les systèmes de positionnement par satellite états-unien (GPS) et européen (Galileo) a atteint un nouveau sommet ce mois-ci, dévoilant du même coup l'enjeu militaire du différend technologique.

Le magazine *The Business* a révélé le contenu d'un document fuité dans lequel le sous-secrétaire pour l'U.S. Air Force Peter Teets s'alarme : « Que ferons-nous dans 10 ans si des vies américaines sont mises en danger parce qu'un adversaire choisit d'avoir recours au système de positionnement global, par exemple au réseau Galileo, pour s'attaquer avec précision aux forces américaines ? ». L'article affirme également que, lors d'une conférence sur la question qui s'est tenue plus tôt ce mois-ci à Londres, les délégués européens auraient déclaré qu'ils ne désactiveraient ou ne brouilleraient pas les signaux émis par leurs satellites, même s'ils étaient utilisés dans une guerre contre les États-Unis. Selon les dires de l'un des membres de la délégation européenne rapportés par *The Business*, la réaction de leur contrepartie états-unienne fut « calme », mais déterminée : « Ils ont fait clairement comprendre qu'ils tenteraient ce qu'ils appellent une action réversible, mais que si nécessaire, ils auraient recours à une action irréversible. » ■

Paris-Berlin-Moscou-Pékin

La lente construction de l'alliance continentale

La présentation purement économique du voyage de Jacques Chirac en Chine a occulté l'ensemble des efforts de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine de se former une alliance continentale face à la Coalition anglo-saxonne. En trois ans, les quatre États n'ont pas seulement renforcé leurs liens économiques et culturels, ils se sont accordés sur chaque question territoriale en suspend et ont appris à se soutenir mutuellement au Conseil de sécurité. Ils se préparent à faire face à des manœuvres de déstabilisations intérieures, à la relance du « containement » de la Russie et à un prévisible conflit énergétique opposant les États-Unis à la Chine.



Vladimir Poutine et Hu Jintao

La France, l'Allemagne, la Fédération de Russie et la Chine tentent de rapprocher leurs intérêts pour former une alliance continentale eurasienne capable de contrebalancer la Coalition maritime formée par cinq États anglo-saxons, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette stratégie a commencé à se dessiner à l'occasion de l'arrivée de Vladimir V. Poutine au Kremlin, en 2000, et de la reprise en main nationale des ressources énergétiques russes.

En premier lieu, Paris, Berlin et Moscou se sont rapprochés sur la question monétaire. En éliminant progressivement les oligarques, en récupérant les

profits de l'exploitation des hydrocarbures, en modernisant ses structures d'exploitation, la Russie est redevenue le premier producteur mondial de pétrole. À terme, Vladimir V. Poutine veut convertir les contrats d'exportation pétroliers du dollar vers l'euro. D'ores et déjà, il a remboursé de manière anticipée les dettes dues aux organisations internationales (FMI, Banque mondiale) et il a converti en euro une partie significative de ses réserves monétaires.

D'autre part, la France, l'Allemagne et la Fédération de Russie ont conduit une offensive commune aux Nations unies contre l'invasion de l'Irak par la Coalition anglo-saxonne. Plus récemment, Jacques Chirac et Gerhard Schröder sont venus apporter leur soutien à leur homologue Vladimir Poutine lors d'une rencontre à Sotchi (Mer noire) au lendemain des élections en Tchétchénie. Le chancelier allemand y a déclaré que, selon lui, le scrutin avait été sincère, alors que les ONG anglo-saxonnes dénonçaient un trucage massif. En outre, dans une série de déclarations ultérieures, M. Schröder a insisté sur le danger que représenterait pour la paix en Europe et en Asie centrale une atteinte à l'intégrité territoriale de la Russie, c'est-à-dire une indépendance de la Tchétchénie. Devant les violentes critiques dont il faisait l'objet dans la presse, il a appelé à la rescousse l'ancien président Mikhaïl Gorbatchev qui est venu rappeler à Berlin que c'est Boris Elstine —et ses conseillers états-uniens et israéliens— et non Vladimir Poutine qui est responsable de la guerre de Tchétchénie [1].

Le rapprochement sino-russe

Moscou et Pékin se sont rapprochés face aux séparatismes régionaux, ainsi que sur les questions économiques. En 2001, ils ont créé l'Organisation de coopération de Shangai (OCS) avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan pour coordonner leurs efforts contre les tentatives de fragmentation. La zone de turbulence concernée est de culture musulmane de sorte que, vu d'Occident, l'OCS a pu être perçue, à tort, comme une organisation de lutte contre le terrorisme islamique. Simultanément, Moscou a sollicité l'aide de Pékin pour entrer à l'OMC, tandis que réciproquement, Pékin sollicitait Moscou pour lui fournir l'énergie indispensable à sa vertigineuse croissance économique. Mais il y avait là un long chemin à parcourir.

Les choses avaient bien commencé et vite mal tourné. À l'époque, Li Peng avait promis aux Russes de leur acheter les équipements nécessaires à la construction du titanesque barrage des Trois gorges, tandis que Mikhaïl Kassianov avait promis de construire un oléoduc entre les deux pays et de livrer 30 millions de tonnes de brut par an aux Chinois. Mais personne n'avait tenu parole : Pékin avait acheté du matériel suédo-helvétique à ABB et, en rétorsion, Moscou avait été jusqu'à interdire aux Chinois de prendre des parts dans Slavneft. Washington n'avait pas manqué de jeter de l'huile sur le feu en conseillant à la société Youkos d'instrumentaliser son conflit avec le Kremlin pour suspendre ses livraisons de pétrole à la Chine [2]. Une manœuvre désagréable, mais d'impact limité puisque Youkos ne fournit que 3 % du brut raffiné en Chine.

Cependant, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, s'est rendu à Moscou fin septembre, puis le président Vladimir V. Poutine est venu à Pékin à la mi-

octobre. Ces sommets ont permis de grandes avancées.

Sur le plan politique, l'affaire de Beslan a suscité une prise de conscience des mécanismes de déstabilisation à l'œuvre dans la région [3]. Les deux pays ont mis en commun leurs informations sur les séparatismes tchétchène et ouïgour lors de la troisième réunion de l'OCS. Ils ont pris acte que les dirigeants des organisations terroristes ont obtenu l'asile politique et des financements au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ils ont échangé des renseignements sur les fournitures d'armes aux séparatistes par le MI6 et la CIA. Ils ont commencé à mettre en place, au sein de l'OCS, un système de contrôle des flux de financement [4].

Du coup, les présidents Vladimir V. Poutine et Hu Jintao ont enfin réglé leur problème frontalier en signant un traité qui clarifie la question des îles de Khabarovsk. Et, en prime, ils ont réaffirmé que la Tchétchénie est partie intégrante de la Fédération de Russie comme le Tibet et Taiwan sont des parties inaliénables de la Chine. Cerise sur le gâteau, Pékin a autorisé la réouverture d'églises orthodoxes.

Sur le plan économique, des accords réalistes ont été conclus. La Chine a un besoin grandissant d'énergie, mais la Russie ne souhaite pas l'avoir comme client exclusif. D'autant que les Chinois sont de redoutables partenaires. Ils bénéficient de livraisons de gaz de Kovykta, mais ont profité de leur position pour tenter de le payer à un prix inférieur à celui de l'exploitation.

Pékin a tenté vainement de convaincre Moscou de construire un oléoduc de 2 400 kilomètres [5] de long reliant Angarsk (Sibérie) à Daqing (nord-est de la Chine) en passant par le lac Baïkal, unique réserve naturelle maritime russe. En définitive, Vladimir V. Poutine a choisi de construire prioritairement un oléoduc de 4 000 kilomètres de long de Taichet au port de Nakhoda (face au Japon et à proximité de la Corée). Cet ouvrage, beaucoup plus coûteux que le projet chinois, est entièrement financé par Tokyo. Il permettra aux Russes de diversifier leurs clients. Pour Tokyo, c'est une aubaine qui s'ajoute à la signature, l'an dernier, d'un contrat d'exploitation du gaz de l'île russe de Sakhaline par un consortium mené par des Japonais avec la Shell.

Malgré cette décision, qu'elle espère encore pouvoir modifier, la Chine a accepté de soutenir l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC, précédemment GATT). Cela fait une dizaine d'années que Moscou est candidat. Il lui faudra encore vaincre les réticences des États-Unis, particulièrement exigeants en matière de lutte contre le piratage des produits culturels.

Le pacte franco-chinois

À l'issue de la Ve Rencontre Asie-Europe [6], le président Jacques Chirac s'est rendu en Chine ouvrir les festivités de l'Année de la France. Si, pour des motifs de politique intérieure autant que pour ne pas provoquer de réactions outre-Atlantique, ce voyage a été présenté à l'opinion publique française comme la visite d'un VRP présidentiel accompagné d'un aréopage de grands patrons, il n'en avait pas moins un objectif principalement politique.

Pékin est parfaitement conscient que sa recherche d'énergie, pour alimenter sa croissance économique, se heurte au resserrement du marché du pétrole. D'ici une décennie, la concurrence entre les États-Unis et la Chine pour l'accès aux ressources tournera à l'affrontement. Les rapports officiels du Pentagone assurent qu'en 2017, l'ennemi principal sera la Chine [7]. À Washington, on en conclut que l'on ne dispose que d'une décennie pour coloniser le Proche-Orient

et faire main basse sur le pétrole du Golfe arabo-persique. Tandis qu'à Pékin, on considère disposer de cette décennie pour se doter d'une armée moderne. Ainsi, le président Hu Jintao a exhorté l'Armée populaire de libération à se préparer à la guerre [8]. La question est de savoir si les États-Unis attaqueront à partir de Taiwan, de Hong Kong, du Tibet ou du Xinkiang. Dans cette perspective, les Chinois se souviennent que la France de Charles De Gaulle avait été le premier État occidental à reconnaître la Chine populaire, en 1967, malgré l'interdiction qui lui en était faite par l'OTAN. Il a été d'autant plus facile de renouer avec cette tradition que l'actuel président français, Jacques Chirac, est féru de culture chinoise.



Hu Jintao et Jacques Chirac

En conséquence, le premier acte politique de M. Chirac lors de ce déplacement aura été de demander la levée de l'embargo de l'Union européenne sur la vente d'armes à la Chine. Ses déclarations ont provoqué le courroux des ONG états-uniennes comme Human Rights in China (HRIC). L'embargo avait été prononcé après le massacre de la place Tienanmen, il y a quinze ans. Or, bien que les autorités chinoises n'envisagent pas de réhabiliter les victimes, il paraît bien étrange d'imputer au régime de Hu Jintao les crimes de celui du général Yang Shangkun, alors que la Chine a opéré une rapide et profonde mutation. M. Chirac a confirmé l'installation d'antennes Alliss par le groupe Thalès sur une dizaine de sites frontaliers pour brouiller les émissions des radios financées par les services secrets anglo-saxons, Voice of Tibet, BBC, Voice of America, Radio Free Asia. Cette livraison de matériel a provoqué le courroux de l'ONG française atlantiste Reporters sans Frontières qui l'a qualifiée d'atteinte aux Droits de l'homme [9].

Peu après, un accord a été signé entre les ministres de la Défense, Michèle Alliot-Marie et Cao Gangchuan. Il prévoit l'échange d'officiers de liaison, et la mise en place d'une coopération en matière de médecine militaire et d'opérations de maintien de la paix [10].

Des dispositions auraient été planifiées pour accorder les points de vue chinois et français au Conseil de sécurité. On avait déjà observé avec surprise que Pékin n'a envoyé aucun dirigeant d'importance à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale de New York, laissant ainsi plus de place aux Français.

L'alliance Paris-Moscou-Pékin unirait donc trois des cinq voix permanentes du Conseil de sécurité.

Bien entendu, M. Chirac n'a pas manqué de rappeler l'opposition de la France à

l'indépendance de Taiwan et les droits de la Chine sur le Tibet.

Sur le plan économique, la Chine compte sur le savoir-faire des petites et moyennes entreprises (PME) françaises dans les hautes technologies. Elle compte aussi, et c'est plus inattendu, sur sa production céréalière. De son côté, la France espère s'ouvrir à un gigantesque marché, désormais solvable. Au cours de ce voyage, le VPR Chirac a aidé à la vente de 700 000 tonnes de blé, 16 rames de métro (sauvant ainsi Alstom de la faillite), un turbo-alternateur de centrale nucléaire, un projet d'hélicoptère de moyen tonnage, des voitures électriques etc., mais il échoué à favoriser la vente d'Airbus A 380. Quoiqu'il en soit, les nombreux contrats signés ne suffiront pas à combler le retard considérable des échanges économiques entre les deux pays, cependant ils marquent une nouvelle orientation.

La résistance culturelle

Comme il se doit, ces accords politiques et économiques ont été complétés d'un volet culturel. Si le voyage de Jacques Chirac inaugurerait une année de la France en Chine, à laquelle répond une année de la Chine en France, il a été décidé une année de la Russie en Chine (2006) et une année de la Chine en Russie (2007). Surtout, en marge de voyage, les ministres de la Culture d'une vingtaine d'États se sont réunis à Shanghai pour préparer l'adoption par l'UNESCO de la Convention sur la diversité culturelle ; un projet de Jacques Chirac pour lutter contre « *l'impérialisme sous-culturel* » des États-Unis.

La construction d'un pacte continental satisfait étrangement des courants politiques distincts, sinon opposés. Elle était déjà préconisée, à la fin du XIXe siècle, par les fondateurs fascistes de la géopolitique. Ceux-ci déniaient partiellement la liberté humaine et affirmaient que les alliances sont imposées par les contraintes géographiques physiques. Ce même pacte continental est aujourd'hui promu par les opposants à la mondialisation, c'est-à-dire à l'impérialisme états-unien [11]

[1] Voir notre dossier : « [Tchéchénie : le grand jeu au cœur de la Russie](#) ».

[2] *Ioukos veut faire pression sur le Kremlin en suspendant ses ventes à la Chine*, AFP, 20 septembre 2004.

[3] Voir « [La responsabilité anglo-saxonne à Beslan](#) », *Voltaire*, 27 septembre 2004.

[4] Vladimir V. Poutine souhaite compléter le dispositif de traçage du financement du séparatisme mis en place au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai par une institution équivalente à l'intérieur du Conseil de l'Europe.

[5] 1 700 kilomètres en Russie et 700 kilomètres en Chine.

[6] Voir « [Asiatiques et Européens face aux États-Unis](#) », *Voltaire*, 19 octobre 2004.

[7] Voir *Guerre et Mensonge, Terrorisme d'État américain* par Giulietto Chiesa, Timéli éd., 2004.

[8] *Hu Jintao appelle l'armée à se préparer à un conflit*, Reuters, 30 septembre 2004.

[9] *RSF dénonce l'utilisation répressive de matériels fournis à la Chine*, AFP, 9 octobre 2004.

[10] *Renforcement de la coopération de défense franco-chinoise*, AFP, 19 octobre 2004.

[11] Cependant l'impérialisme conduit au nom des États-Unis n'est pas un phénomène national, il répond à une superstructure globale dont les États-Unis sont eux-mêmes victimes. De ce point de vue, la mondialisation est la soumission à cette superstructure. Voir *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste* par André Belton, Mille et une nuits éd., 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Washington sait-il pourquoi il soutient la Turquie ?

Analyse

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, défend la candidature de son pays à l'Union européenne dans un entretien accordé au *Monde*. Il s'étonne du débat que cela suscite en France et fait remarquer que son pays remplit déjà les critères de Copenhague et bien d'autres encore que des États nouvellement adhérents ne remplissent toujours pas.

Expert à l'IFI et membre de la Commission trilatérale, Dominique Moïsi égrène dans l'*International Herald Tribune* toutes les bonnes et mauvaises raisons que les Français peuvent avoir pour rejeter la Turquie. En définitive, il croit déceler derrière cette attitude une hantise du complot anglo-saxon dont la Turquie serait le cheval de Troie en Europe.

L'ancien président du Conseil constitutionnel français, Robert Badinter lui donne raison dans *Le Monde*. Il affirme en effet que Jacques Chirac avait raison de dénoncer l'ingérence de George W. Bush sommant l'Union européenne de recevoir la Turquie en son sein, mais qu'il aurait dû en tirer une conclusion : refuser un État disposant d'un tel parrainage.

À vrai dire tout cela ressort du procès d'intention et l'on peut observer que le même argument, pour ou contre l'atlantisme, conduit certains à dire « oui » et d'autres à dire « non », sans argument précis, en posant un lien de causalité comme un acte de foi. Dans l'*International Herald Tribune*, Ian Bremer du World Policy Institute pose donc la question : pourquoi Washington pousse-t-il à l'entrée de la Turquie dans l'Union ? Pas plus que nous il ne trouve de réponse rationnelle. Cette politique semble l'héritage de conceptions anciennes

incapables de s'adapter aux évolutions du moment. Dans les dernières années, l'OTAN pouvait compter sur le régime militaire turc, puis sur les mêmes militaires dans l'ombre d'un pouvoir civil faible. À cette époque, la Turquie était l'alliée d'Israël face au monde arabe. Mais tout a changé depuis deux ans. Les Etats-Unis ont envahi l'Irak et y ont installé 200 000 hommes. Le peuple turc s'est opposé à cette barbarie et dans un acte démocratique qui peut servir d'exemple à l'Occident, le Parlement turc a interdit aux États-Unis d'utiliser les bases de l'OTAN sur son territoire pour commettre son crime. Le Pentagone a été contraint de modifier son plan d'attaque et de retarder l'invasion de trois semaines. L'état-major a respecté la décision du pouvoir civil. Puis, les Etats-Unis ont donné une autonomie complète au Kurdistan irakien et le guident vers l'indépendance, mettant en péril l'intégrité de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran. L'état-major turc a alors apporté son soutien au pouvoir civil. Ankara s'est rapproché de Téhéran et de Damas. La Turquie souhaite entrer dans l'Union et participer à la formation d'une armée européenne pour mieux se séparer de Washington et de Tel-Aviv. Ceux qui, au département d'État, pensent pouvoir manipuler la Turquie demain comme ils le firent jadis se trompent : ils ne pourront y parvenir tant qu'ils occuperont l'Irak.

Luc Ferry, décidément meilleur penseur que ministre, relève dans *Le Monde* à quel point ce débat est biaisé. Si l'on veut bien faire abstraction de cette fausse polémique sur le cheval de Troie atlantiste, on voudra bien convenir que le vrai point d'achoppement est ailleurs. Dans la nature de l'Union européenne. Doit-on la fonder sur une identité culturelle et historique, ou souhaite-t-on la construire sur l'idéal anti-communautariste des droits de l'homme ?

Le professeur Michael Quinlan tire, dans le *Guardian*, des conclusions fortes et inattendues des rapports Hutton et Butler. Il observe que, pour des raisons politiques particulières, Tony Blair a été conduit à constituer une forme de gouvernement centralisé qui passe au-dessus des résistances bureaucratiques comme du Parlement. Insensiblement le Royaume-Uni, qui s'affranchit de la dictature de Cromwell, est retombé dans la même ornière : une sorte de dictature électorale.

Joseph S. Nye, ancien doyen de l'École de gouvernement d'Harvard, croit pouvoir affirmer dans le *Taipei Times* que la mondialisation n'est pas un facteur d'américanisation du monde. Bien sûr, il y a un attrait de l'*american way of life* qui pousse les gens à porter les mêmes marques de vêtement partout dans le monde, mais la diversité subsiste, sous-jacente. L'évolution des techniques n'implique pas l'américanisation d'autant que, dans le futur, les techniques modernes ne seront plus l'apanage des seuls Américains. Certes, mais tout cela repose sur une confusion de vocabulaire : la globalisation, ce n'est pas la conséquence des nouvelles technologies de la communication, mais une idéologie qui permet à un pouvoir économique transnational, appuyé par le pouvoir militaire US, de dominer le monde. Il n'y a aucune raison pour que l'Internet suscite de l'antiaméricanisme, mais il y en a beaucoup pour que la destruction des États-nations et des démocraties qui s'y épanouissaient provoque un fort ressentiment contre le pouvoir coercitif du Pentagone. Hors de toute réflexion rationnelle, André Glucksman poursuit ses chimères dans *Le Figaro* : puisque l'URSS était un monstre, les États-Unis sont un modèle et ceux qui le critiquent sont des antisémites. Pour justifier de ses

slogans, le polémiste assure que les Français tentent de se rassurer en se persuadant que les États-Unis victimes sont des bourreaux. Sans entrer dans une telle confusion, on observera seulement qu'en fait de victimes, il y a beaucoup de gens moins bien lotis que les États-Uniens. C'est là une remarque, paraît-il indécente, que nous formulions déjà lorsque on nous imposa trois minutes de silence planétaire au lendemain d'attentats à New York et Washington.

Réseau Voltaire

Recep Tayyip Erdogan



Recep Tayyip Erdogan est Premier ministre turc.

« Ce que la Turquie apporte à la famille européenne »

Source : Le Monde

Référence : « Ce que la Turquie apporte à la famille européenne », par Recep Tayyip Erdogan, *Le Monde*, 22 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous avons un peu de mal à comprendre les raisons de tous ces débats en cours en France sur le thème de la candidature turque à l'Union. Il semble que la France ait oublié nos points communs et le fait qu'elle est un de nos principaux investisseurs. Il ne faut pas perdre de vue que la Turquie est un État de droit, social, démocratique et laïque, vivant en harmonie avec l'Europe, tout en faisant partie du monde musulman. Si l'Europe n'est pas un simple club chrétien, mais un ensemble de valeurs politiques, alors la Turquie doit en faire partie.

Quoi qu'il en soit, le 17 décembre ce n'est pas l'adhésion de la Turquie qui se décide, mais le début des négociations. La Turquie devra alors accomplir les tâches qui lui incombent. La Turquie a d'ores et déjà rempli les critères de Copenhague. De notre côté, nous avons fait ce qui nous avait été demandé de faire, et même au-delà, puisque nous avons rempli une série de conditions que des pays d'ores et déjà membres à part entière n'ont pas remplies. Nous avons fait notre devoir. Maintenant c'est au tour des pays membres de faire le leur. Nous avons adopté les lois pour être conformes aux critères de Copenhague, mais toutes ces lois ne sont pas encore appliquées. Pour cela, il faut un changement de mentalité dans mon pays. Nous savons que le processus d'intégration sera long, mais la Grande-Bretagne a mis 11 ans et demi pour rentrer dans l'Union européenne, le Portugal huit ans et demi et l'Espagne à peine un an de moins. Nous savons bien que pour nous non plus, le processus ne sera pas rapide.

L'OCDE cite trois lacunes qui risquent de peser sur l'avenir économique du pays : le manque de confiance en la stabilité politique et économique, la corruption et enfin le poids du secteur informel. Mais je ne trouve pas que ces critères soient justes, surtout à propos du manque de confiance envers la stabilité. Le pouvoir en place en Turquie est extrêmement solide. Nous sommes en train de stabiliser l'inflation, nous avons la plus forte croissance des pays de

l'OCDE et nous avons mis en place un système de lutte contre la corruption. Jusqu'à maintenant, aucun pays ne s'est vu octroyer un processus de négociation dont l'objectif reste dans le vague. Si les négociations peuvent durer longtemps, elles ont forcément une date d'aboutissement. Pourquoi négocierions-nous sinon ? Cette assurance a déjà été donnée à la Turquie. Nous ne demandons aucun privilège. Nous avons simplement à l'esprit tout ce que la Turquie est à même d'apporter à la famille européenne. Il s'agit d'une rencontre des civilisations. Nul n'a intérêt à ce que l'humanité devienne la victime ou l'otage du terrorisme. Or cette lutte, nous devons la mener ensemble.

Dominique Moïsi

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est un membre européen de la Commission Trilatérale.

« L'Europe n'est pas prête à avaler la Turquie »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Europe is not ready to swallow Turkey », par Dominique Moïsi, *International Herald Tribune*, 22 octobre 2004.

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est sans doute la question la plus délicate à laquelle cette institution doit faire face, car elle mélange l'émotion et la réalité. La Turquie sera peut-être prête à adhérer à l'Union dans dix ans, mais est-ce que l'Union sera prête à intégrer la Turquie à ce moment-là ? Le conflit Est-Ouest de la Guerre froide a laissé la place à un conflit avec l'islam fondamentaliste et l'Europe fait face à un choix complexe. Si elle veut continuer à exporter son modèle de tolérance, de réconciliation et de prospérité, la Turquie est le bon pays à intégrer au bon endroit et au bon moment. Mais l'Europe est en quête de sa propre identité politique, géographique et cela n'encourage pas à la générosité et aux visions à long terme devant le risque de la dissolution.

D'après les sondages, 75 % des Français sont opposés à l'adhésion de la Turquie et ils fondent leur jugement sur des stéréotypes déguisés en bon sens. Sans l'accord de la France, il est douteux que la Turquie puisse entrer en Europe. Les racines émotionnelles de ce refus se trouvent dans la globalisation qui accroît la crainte de l'inconnu, dans le 11 septembre (qui rend l'entrée de la Turquie plus nécessaire et plus effrayante) et dans le récent élargissement de l'Europe qui joue contre la Turquie car l'Europe est déjà en phase d'ajustement de son passage de 15 à 25. Il existe également trois facteurs spécifiquement français : la difficulté de la France à intégrer sa population musulmane, le concept français de laïcité face à un pays certes laïc, mais où la pratique musulmane se développe, et la crise d'identité française face à l'Europe qui fait craindre aux Français que la Turquie ne fasse partie d'un complot anglo-saxon contre la conception française de l'Europe.

Les Turcs doivent comprendre que le débat sur leur pays n'est pas lié aux Droits de l'homme ou à l'économie, mais à l'essence même de leur pays. Ils doivent donc se montrer imaginatifs pour rassurer l'Europe.

Robert Badinter



Robert Badinter est ancien ministre de la Justice français et ancien président du Conseil constitutionnel. Il est sénateur (PS) des Hauts-de-Seine.

« Turquie : paroles, paroles... »

Source : Le Monde

Référence : « Turquie : paroles, paroles... », par Robert Badinter, *Le Monde*, 22 octobre 2004.

Le débat de l'Assemblée nationale sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne s'est avéré dérisoire en raison d'un hémicycle déserté faute de vote final et confus. Le discours du Premier ministre n'a rien fait pour lever l'ambiguïté de la position de la France. Le président de la République a, lui aussi, tenu à multiplier les propos apaisants à l'intention des Français, qui sont inquiets de la perspective de l'entrée dans l'Union européenne d'un État dont 97 % du territoire s'étend en Asie mineure, et dont la population de 70 millions d'habitants dispose d'un revenu moyen égal à 25 % de celui de l'Union. Il affirme fréquemment que l'adhésion de la Turquie se fera dans longtemps, mais il s'est déjà prononcé pour un "oui" de principe à l'adhésion turque.

La possibilité d'une adhésion turque a été décidée au sommet d'Helsinki en 1999 et on a accordé un grand avantage à la Turquie en fermant délibérément les yeux sur : sa situation géographique, son poids démographique, ses spécificités culturelles et sociales. La question de l'adhésion turque n'a jamais été débattue au Parlement. En décembre 2002, le Conseil européen décida que, selon l'avis de la Commission, « si la Turquie satisfait aux critères de Copenhague, l'UE ouvrira, sans délai, les négociations d'adhésion avec ce pays ». Il s'agit là d'un "oui" déguisé qui oublie la question essentielle : La Turquie a-t-elle vocation à entrer dans l'Union européenne ? On pourrait la remplacer par : la Turquie satisfait-elle aux critères de Copenhague ? On dissimule ce "oui" derrière la prétendue possibilité de refuser l'adhésion turque au terme des négociations. On sait que, pas plus que pour les autres candidats, on ne refusera l'entrée de la Turquie au bout de la négociation. C'est pourquoi l'évocation d'un référendum obligatoire pour la ratification par la France du traité d'adhésion de la Turquie à l'UE apparaît comme une mascarade : après dix ou quinze ans de négociations et d'efforts de la Turquie, il sera impossible de dire "non" à ce pays sans déclencher une crise diplomatique grave. En vérité, c'est en décembre que le pas décisif sera franchi. C'est pourquoi la question de l'accord de la France pour l'ouverture des négociations doit être posée aujourd'hui au Parlement.

Si cette question n'est pas tranchée, il y a lieu de craindre que, exaspérés par la perspective de l'élargissement de l'Union jusqu'aux frontières de l'Arménie, de l'Irak, de l'Iran, de la Syrie, les Français se sentent abusés et rejettent le Traité constitutionnel pour exprimer leur refus de l'entrée de la Turquie dans l'Union. Jacques Chirac s'était indigné de ce que le président George W. Bush se fasse le premier champion de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il aurait été avisé de s'interroger plus avant sur cette insistance qui cache une volonté d'empêcher la naissance d'une Europe puissante.

Ian Bremmer



Ian Bremmer est président de l'Eurasia Group et membre du World Policy Institute.

« La Turquie va-t-elle séparer l'Union européenne des États-Unis ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Would Turkey split the EU and the U.S. ? », par Ian Bremmer, *International Herald Tribune*, 22 octobre 2004.

Le 7 octobre, la Commission européenne a recommandé que des négociations s'ouvrent sur l'adhésion turque à l'Union européenne. L'Europe débat de cette entrée et son changement de définition si elle acceptait en son sein une nation musulmane. Toutefois, la décision doit aussi prendre en compte le fait qu'une adhésion de la Turquie pourrait entraîner une brouille euro-atlantique. L'entrée de la Turquie va dépendre de la façon dont l'Europe résout le dilemme opposant deux tendances opposées : le besoin d'une population jeune afin de conserver les systèmes de prestations sociales et de retraite et le contrecoup de cette immigration quand les immigrés sont musulmans. D'un côté, on peut noter une croissance du sentiment anti-musulman en Europe se matérialisant par le développement du vote pour l'extrême droite et l'adoption de législation comme l'interdiction du port du foulard islamique dans les écoles en France ; de l'autre côté, on a une crise démographique qui va réduire la part de la population active en Europe alors que celle-ci est frontalière de pays ayant une population très jeune. Pour maintenir les systèmes de protection sociale, il faudrait l'arrivée d'un million d'immigrés par an, mais il y aurait alors 50 millions d'immigrés en 2050, alors que l'Europe ne parvient déjà pas à assimiler les 13 à 15 millions se trouvant actuellement sur son sol. L'Europe a le choix entre renoncer à un système social généreux ou intégrer davantage la population musulmane. C'est dans ce débat qu'intervient la possibilité d'une adhésion turque à l'Union européenne, une adhésion qui apporterait des dizaines de millions de jeunes musulmans. Pour les Européens, l'intégration de la Turquie et de sa puissante armée offrira une chance de constituer une véritable armée européenne et l'OTAN sera moins nécessaire. En outre, Ankara s'éloignera de Washington et de Tel-Aviv pour se rapprocher de Berlin et Paris. Dans ces conditions, il n'y a aucun sens à ce que les États-Unis soutiennent l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, sauf si le soutien de Washington est le meilleur moyen de garder la Turquie hors de l'Europe.

Luc Ferry



Philosophe, ancien membre de la Fondation Saint-Simon et ancien ministre français de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (2002-2004), Luc Ferry est membre du Conseil économique et social et anime le Conseil d'analyse de la société, créé auprès de Jean-Pierre Raffarin. Il collabore à la chaîne LCI.

« Le "non" serait une colossale erreur »

Source : Le Monde

Référence : « Le "non" serait une colossale erreur », par Luc Ferry, *Le Monde*, 22 octobre 2004.

Parmi toutes les raisons de se prononcer en faveur d'une adhésion de la Turquie à l'Europe, l'une au moins ne laisse personne tout à fait insensible : parmi les grandes nations, seule la Turquie est en position de faire valoir qu'on peut être un pays laïque, démocratique et cependant musulman. Si la Turquie respecte les critères d'adhésion et que nous l'intégrons à l'Union européenne, cette réalité sera prouvée par les faits.

Il n'est plus possible depuis 1999 d'envisager une troisième voie entre le " oui " et le " non ", soit un partenariat privilégié : qu'on les approuve ou qu'on les regrette, des promesses ont été faites et il n'est plus temps de revenir en arrière. Le débat français provoque d'ores et déjà de terribles dégâts en Turquie où nos « amis » atlantistes distillent un message dont la teneur est à peu près celle ci : "« Vous croyez que les Français vous aiment parce qu'ils se sont opposés aux Américains sur l'Irak. Détrompez-vous : ils sont guidés par la lâcheté, l'égoïsme et le mépris. Voyez la loi sur le voile, voyez leur attitude envers la Turquie... » ». Ce discours est peut-être faux, mais il n'en est pas moins dévastateur. En outre, le débat français navigue en permanence entre l'inavouable et l'incohérent. Contre l'entrée de la Turquie, on invoque en effet deux types d'arguments. Les uns sont liés à la nature réelle ou supposée du pays candidat (invocations pèle mèle de la torture, des droits des femmes, de la religion, de la non-reconnaissance du génocide arménien, de la situation économique, démographique, voire d'une prétendue « barrière culturelle »). Sauf à flirter avec le racisme, on remarquera que rien dans ces réserves n'est insurmontable au terme d'un long processus de négociation. C'est pour cette raison que selon d'autres l'argument repose sur la conception de l'Europe qu'on veut aujourd'hui privilégier : on ne pourrait laisser adhérer la Turquie par essence, quels que soient les critères qu'elle respecte pour des raisons géographiques, historiques, sociologiques - voire « anthropologiques » (sic !) - qui font, à leurs yeux, de la Turquie un élément « indigeste » pour l'Union européenne. C'est l'argumentaire privilégié par l'UDF. L'idée est que l'Europe doit rester une entité homogène sur le plan culturel et historique si elle veut devenir une puissance politique capable de discuter d'égal à égal avec les États-Unis et la Chine. Vouloir faire de l'Europe davantage qu'une zone de libre-échange est légitime, mais faire reposer cette exigence sur le postulat d'une identité culturelle et historique commune constitue une erreur colossale, tout à la fois sur la Turquie et sur l'Europe. Notons en effet que la culture allemande n'est pas plus étrangère à la culture française que ne le serait la culture turque. Ensuite, il faut remarquer que la construction européenne n'est pas la construction d'une « grosse nation ». L'Union européenne vise, en s'inspirant de l'idéal anticommunautariste des Droits de l'homme, tout à la fois au respect absolu des identités nationales et à

leur dépassement radical dans un projet politique et constitutionnel résolument volontariste.

Le fait que des responsables censés incarner l'idéal européen puissent commettre une telle bévue en dit long sur leurs arrière-pensées politiciennes. Gageons que l'opinion publique, une fois éclairée, saura les faire revenir à la raison.

Michael Quinlan

Michael Quinlan est ancien secrétaire permanent du ministère de la Défense britannique chargé de la définition de la stratégie nucléaire (1988-1992). Il est professeur au Centre of Defence Studies au King's College de Londres.

« Blair nous a placé dans une dictature élective »

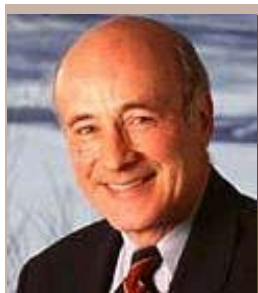
Source : The Guardian

Référence : « Blair has taken us towards an elective dictatorship », par Michael Quinlan, *The Guardian*, 22 octobre 2004.

Les enquêtes Hutton et Butler étaient directement concernées par la saga irakienne, mais leurs centres d'intérêts étaient plus larges et leurs rapports donnent des informations significatives sur le fonctionnement des gouvernements modernes.

Le rapport Butler a montré l'importance des relations informelles au 10 Downing Street et la nature des relations entre le monde du renseignement et le Premier ministre, et l'autorité de ce dernier sur les membres du gouvernement. Cela est dû à des facteurs propres à **Tony Blair**. Quand, comme ce fut le cas en 1997, on assiste à un changement de majorité pour la première fois après une longue période, il n'est pas rare que le nouveau gouvernement craigne que les fonctionnaires mis en place par ses prédécesseurs n'acceptent pas le nouvel agenda politique. En outre, Blair est le premier Premier ministre depuis 1924 à occuper ces fonctions sans avoir jamais eu de responsabilité ministérielle et ne disposant donc d'aucune expérience à ce niveau. Ces deux éléments l'ont poussé à transformer le fonctionnement traditionnel des gouvernements britanniques, et à avoir un comportement très centralisateur et peu respectueux des fonctions de chacun. Tous les membres du gouvernement sont des ressources mobilisables par le pouvoir central dans les différents dossiers. Cette situation empêche d'identifier clairement les chaînes de responsabilité et le Parlement a perdu une bonne partie de son pouvoir de contrôle. Si les institutions fonctionnent mal, le gouvernement a le droit et le devoir de les transformer, mais il a également le devoir de les laisser en état de fonctionnement convenable. Or, avec Blair, nous n'avons jamais été aussi près d'une dictature élective.

Joseph S. Nye



Joseph S. Nye est ancien secrétaire adjoint à la Défense (1994-1995) et ancien doyen de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est l'auteur de *The Paradox of American Power*.

« L'antiaméricanisme a-t-il un avenir ? »

Source : Le Figaro

, Taipei Times

Référence : « L'antiaméricanisme a-t-il un avenir ? », par Joseph S. Nye, *Le Figaro*, 22 octobre 2004.

« Globalization is not Americanization », *Taipei Times*, 22 octobre 2004.

Les sentiments anti-américains se développent partout dans le monde. Les démocrates déclarent que les politiques du président **George W. Bush** ont dégradé l'attrait de l'Amérique, tandis que les républicains répondent que l'Amérique est condamnée à être mal aimée du fait de sa taille et de son implication dans la mondialisation. Pour eux, l'antiaméricanisme persistera parce que certains perçoivent l'Amérique comme une menace culturelle. Contrairement aux idées reçues, la mondialisation n'est pas un facteur d'homogénéisation et d'américanisation des cultures mondiales. L'existence des États-Unis et leur présence à l'avant-garde de la révolution des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) entraînent, bien sûr, un certain degré d'américanisation, mais celui-ci diminuera probablement au cours du siècle sous l'influence de la pénétration technologique et de la modernisation des cultures locales selon leur rythme propre. Le Japon est une bonne illustration de cet argument.

La conception selon laquelle l'Amérique est un facteur d'homogénéisation culturelle planétaire reflète une vision erronée et statique des cultures. Les efforts déployés pour présenter les cultures locales comme immuables reflètent souvent des stratégies politiques réactionnaires plutôt qu'une description fidèle de la réalité. Les cultures fécondes sont en constante transition, empruntant à d'autres cultures - mais pas nécessairement de façon systématique aux États-Unis. Par ailleurs, du fait de la mondialisation, dans certaines régions, ce n'est pas seulement un « retour de bâton » qui s'exprime à l'encontre des importations culturelles américaines, ce sont aussi des efforts qui se font jour pour changer la culture américaine elle-même ; cela s'observe sur la question de la peine de mort, des OGM ou du changement climatique. La mondialisation et la révolution informationnelle pourraient renforcer plutôt qu'amenuiser la diversité culturelle. Certains commentateurs français craignent que, dans le marché global dominé par Internet, il n'y ait plus de place pour une culture qui raffole de ses centaines de variétés de fromages. Bien au contraire, Internet offre à des consommateurs dispersés sur toute la surface du globe l'occasion de se rassembler. Internet permet également aux gens d'établir des ensembles de communautés politiques plus diverses.

De façon superficielle, on peut certes observer que les mêmes logos sont sur les vêtements partout dans le monde, mais il restera toujours une grande diversité culturelle sous-jacente. La culture américaine domine le monde aujourd'hui, et elle contribue à l'attrait de l'Amérique, c'est là son "pouvoir doux" ("soft power"). Toutefois ce pouvoir ne s'exerce pas dans tous les domaines. Au même

moment, les immigrants, les idées et les événements qui surviennent au-delà des frontières américaines changent la culture américaine. La multiplication des échanges va permettre une participation élargie aux communications globales et les États-Unis perdront de leur prépondérance. Moins de domination mondiale du modèle américain pourrait bien signifier un peu moins d'anxiété vis-à-vis de l'américanisation, de plus rares protestations contre l'arrogance américaine et une intensité décroissante de la réaction anti-américaine.

André Glucksmann



André Glucksmann est philosophe et essayiste. Ancien collaborateur de l'agence de presse de la Freedom House, il est l'auteur de *Ouest Contre Ouest*. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

« L'antiaméricanisme a une fonction rassurante »

Source : Le Figaro

Référence : « L'antiaméricanisme a une fonction rassurante », par André Glucksmann, *Le Figaro*, 25 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Les États-Unis et Israël sont des épouvantails inspirés par des haines fondamentales. J'en compte, d'ailleurs, trois : les Juifs, les Américains et les femmes. La haine des femmes est la plus ancienne et la plus constante, avec des retours de flamme d'une actualité consternante, on l'a vu avec les premiers actes de la révolution islamique, même si cette haine n'est pas propre aux musulmans. Ces jours-ci, en Iran, une gosse de 13 ans est condamnée à être lapidée pour relations sexuelles illicites, son exécution suspendue ne tient qu'au fil tenu de rares protestations. Dans toute haine, il y a le risque d'une escalade paroxystique et les intellectuels ne sont jamais restés insensibles aux sirènes perverses qui chantent l'homicide suicidaire. L'après-68 avait montré que des intellectuels pouvaient chanter les louanges du terrorisme. On retrouve cette tendance aujourd'hui, et baptiser "résistance" la décapitation filmée d'otages est l'indice inquiétant d'une baisse sans précédent du seuil d'intolérance face à la barbarie. Il est malheureux de voir que l'Occident ne parvient pas à se rassembler autour de la lutte contre le terrorisme.

Jusqu'au 10 septembre 2001, la faculté de faire sauter la planète demeurait propriété privée de quelques supergrands nucléaires, qui se disciplinaient par dissuasion réciproque. Depuis le 11 septembre, chacun peut préméditer sans trop d'imagination quelque épouvantable carnage, mais on tente de camoufler l'ampleur de la menace pour se rassurer. Il est toutefois abusif de parler d'esprit "munichois", Hitler était une bien plus grande menace que le terrorisme irakien et il suffirait de peu pour que, avec l'aide de l'Allemagne et de la France, on voit apparaître les conditions requises pour l'organisation d'élections honnêtes en Irak, comme elles ont eu lieu en Afghanistan. Mais la meilleure façon de se rassurer est de se convaincre que la victime est le bourreau et c'est ce qui explique le succès de la thèse **Michael Moore** : l'Amérique est responsable de tout ! L'antiaméricanisme assume clairement, dans la psyché mondiale, une fonction rassurante. Une fois viré **George W. Bush**, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes multipolaires, sage et pacifique comme chacun veut s'en persuader. Bel exercice d'exorcisme.

Nous sommes passés de l'ère de la bombe H à l'ère de la bombe humaine et le

champ de bataille est l'opinion publique, soit elle cède à la panique soit elle résiste. La bombe humaine carbure à la haine, il s'agit d'une décision personnelle, pas d'une réaction à une cause extérieure. L'Amérique a compris que ni le pacifisme, ni la diplomatie ne permettait de faire face à cette menace. La haine de l'Amérique est le plus petit dénominateur commun du fanatisme contemporain et les deux tiers de l'humanité se sont convaincus que l'Amérique a " la rage ". À ce titre, on accuse les néo-conservateurs d'une dérive alors que ce groupe est mal identifié et partiellement fantasmé. Constatons plutôt que l'Amérique a été la première à tirer les conséquences des succès comme des échecs de l'intervention en Irak, à reconnaître que la guerre au terrorisme s'inscrivait dans la longue durée et qu'elle serait aussi une bataille des idées. S'il suffit, pour être néo-conservateur, de tenir compte du principe de réalité, de modifier sa conduite en fonction des expériences douloureuses et de s'apercevoir enfin que le communisme n'est pas la voie du paradis, mais celle de l'enfer... Alors je suis depuis des décennies néo-conservateur sans le savoir, comme **Vaclav Havel** et tous ces intellectuels de gauche des pays de l'Est qui ont rejeté le communisme, mais aussi d'hommes et de femmes qui, dans des situations historiques très diverses, ont dû affronter la réalité en ne comptant que sur leurs propres forces, sans l'aide de la " conscience mondiale ". Le problème de l'Europe aujourd'hui n'est pas, comme le croit **Bob Kagan**, un manque de virilité, mais un manque de compréhension de la menace, une croyance en son invulnérabilité identique à celle des États-unis avant le 11 septembre. Elle croit être une bienheureuse île post-historique et elle oublie le combat pour la liberté qui l'a fondée après la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui amène l'Europe à ne pas vouloir de la guerre contre Saddam Hussein ou à ne pas condamner **Vladimir Poutine**. Par contre, derrière son antisionisme, elle cache la haine du Juif.